



POLITIQUE



Lutte contre la Covid-19 au Togo

L'appel à la solidarité nationale reçoit des échos favorables

Pour venir à bout de la pandémie du coronavirus dans notre pays et relancer plus tard le processus de développement, l'on doit faire appel à la solidarité. Le gouvernement fait déjà sa part. Mais toutes les couches de ...

PAGE 3

ACTUALITE



Baisse des prix des produits pétroliers

L'ATC félicite le gouvernement togolais

Dans un communiqué rendu public ce 30 mai 2020, l'Association togolaise des consommateurs (ATC) s'est prononcée sur la baisse des prix des produits pétroliers survenue le 29 mai 2020.

PAGE 11



Journée de l'Arbre

Le message du ministre de l'Environnement, David Wonou Oladokoun

Le Togo a observé hier lundi, la Journée nationale de l'Arbre, date marquante de l'agenda national symbolisant le reboisement et la lutte pour la protection de l'environnement. A l'occasion de la célébration de la 44ème édition de cette Journée, le ministre de l'Environnement, ...



PAGE 2

LE DÉBAT AFRICAIN

Reckya MADOUGOU

Thème :
Quelles solutions concrètes pour les PME et les TPE au sortir de la COVID 19?



Economie / Agriculture

Les solutions de Reckya Madougou pour sortir de la Covid-19

Sur RFI (Radio France International) dimanche 31 mai, la conseillère spéciale du chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé n'est pas allée par 4 chemins pour cracher ses vérités au peuple africain. C'était dans « le débat africain » animé par Alain Foka.

PAGE 5

DERNIERES HEURES

Covid-19 et remèdes : attention à la pression populaire !

L'on retiendra de la lutte contre la pandémie du coronavirus, les polémiques interminables sur les remèdes. Que ce soit dans la communauté scientifique que chez les profanes, chacun y va selon ses études, expériences, connaissances et aspirations. Seulement qu'en la matière, il s'agit d'une question de vie ou de mort. Et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle, il faudrait que les responsables des protocoles de soin se laissent plus guider par la raison que par la pression populaire. La pression populaire est en effet à la base de plusieurs choix dont beaucoup se sont révélés catastrophiques dans la gestion de cette pandémie. Jusqu'à ce jour, l'on assiste à des hésitations chez plusieurs dirigeants à cause des contrecoups politiques que pourraient engendrer leurs décisions. La nouvelle polémique qui est née sur une supposée inefficacité de la chloroquine en est une preuve. Dès le début de cette crise, le célèbre infectiologue français, professeur Didier Raoult a annoncé avec assurance que la chloroquine est le remède qui pouvait permettre de traiter ...

PAGE 3

PNPER :

40 ateliers pour atteindre l'objectif des 200 coopératives agricoles en 2020

Les ateliers régionaux d'information des leaders et techniciens des faitières d'Organisations paysannes (OP) sur le Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural PNPER ont démarré le 27 mai à Kévé et à Bagbé dans la préfecture de l'Avé.



PAGE 6



SOMMAIRE

Musique / Omar B
Au-delà d'un jour comme les autres



P 9

JME 2020
C'est le temps de la nature



P 10

Décès de maître Yawovi Agboyibo
Le poids politico-juridictionnel du « béliér noir »



P 11

Journée de l'Arbre

Le message du ministre de l'Environnement, David Wonou Oladokoun

Le Togo a observé hier lundi, la Journée nationale de l'Arbre, date marquante de l'agenda national symbolisant le reboisement et la lutte pour la protection de l'environnement. A l'occasion de la célébration de la 44ème édition de cette Journée, le ministre de l'Environnement, du Développement durable et de la Protection de la nature, David Wonou Oladokoun a délivré un message à la population dont voici l'intégralité :

Mesdames et Messieurs, Chers concitoyens, Demain, c'est le 1er juin ; une date qui a une résonance forestière dans l'esprit du citoyen togolais. C'est la journée nationale de l'arbre, instituée depuis 1977, par un visionnaire, écologiste, Feu Général GNASSINGBE Eyadema, Père de la nation. La tradition veut qu'à cette date, chaque citoyenne et chaque citoyen togolais mette en terre au moins un plant. Il n'est que juste de demander à un citoyen jouissant des bienfaits écologiques de la forêt de planter au moins un arbre par an. En faire plus serait un geste écocitoyen vertueux. La tradition vieille de 44 ans déjà, mérite un regard rétrospectif sur les actions des éditions antérieures et sur le reboisement au Togo en général.

En effet, l'histoire du reboisement au Togo débute réellement en 1884, époque coloniale allemande où le gouverneur Von Zech fit élaborer un programme de protection de la nature et du développement forestier qui avait pour objectif général de reboiser les zones non habitées. La mise en œuvre de ce programme a permis :

- la création de la première forêt classée (actuel parc

- national de Fazao-Malfakassa)
- l'installation des jardins botaniques ;
- l'introduction du teck dans le pays à partir de 1901 ;
- la création des périmètres de reboisement à Blitta, Amoutchou et Koussountou ;
- la réalisation des plantations de bordure des routes
- la création des plantations villageoises autour des marchés, cimetières, écoles et j'en passe.

Un autre temps fort de l'élan national de reboisement correspond à la création en 1971 de l'Office de Développement et d'Exploitation des Forêts (ODEF) qui a repris en main les plantations de l'Etat avec de grands projets tels que, l'Aménagement Forestier et de Reboisement Industriel (AFRI), le projet de reboisement et d'aménagement forestier (PRAF).

Par la suite, d'importantes réformes ont été opérées au sein du ministère du développement rural d'alors afin de booster la foresterie villageoise au Togo. La création en 1976 de la Direction des Productions Forestières (DPF) en est une illustration.

Un an plus tard, en 1977, le 1er juin comme journée nationale de l'arbre a été institué, marquant ainsi un véritable tournant dans la vulgarisation forestière au Togo.

En instituant cette journée, les autorités d'alors ont voulu atteindre un résultat concret, celui de voir le Togo, un pays avec un faible potentiel forestier, étendre dans l'avenir, sa couverture forestière, améliorer et diversifier son potentiel ligneux à l'instar d'autres pays de la sous-région.

La parfaite adhésion de la population togolaise à cette tradition renforcée par une prise de conscience de l'importance du reboisement, favorise au fil des ans, une

constante augmentation du nombre de plants mis en terre et des superficies reboisées à titre privé ou communautaire. Les données issues de l'inventaire forestier national de 2016 montrent que la superficie totale des plantations qu'elles soient étatique, privée, scolaire ou communautaire, est de 53.000 hectares.

Les plantations de l'Etat s'étendent sur plus de 20.000 hectares contre 33.000 hectares de plantation appartenant aux particuliers, aux mondes scolaire et communautaire. Cette performance traduit un taux de reboisement annuel croissant qui est passé de 1.000 hectares dans les années 1980 à 2.000 hectares à partir de 2010.

Chers concitoyens, Les arbres, qu'ils soient en forêt ou hors forêt jouent un rôle écologique, économique et socioculturel très important dans la vie humaine. Ils contribuent à la réduction des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et donc luttent contre les changements climatiques. Ils assurent la purification de l'air et la fourniture de l'eau propre, protègent les ressources hydriques et participent à la conservation de la biodiversité, un facteur de maintien de l'équilibre écologique et source de moyens de subsistance pour les humains. Pour de nombreuses personnes. Ils offrent également des abris et des emplois. Des statistiques nationales indiquent que le secteur forestier, avec l'intégration des valeurs socioculturelles et écologiques à valeur économique, aurait contribué de 18,32% au PIB en 2015.

La reconnaissance au niveau international du rôle de la forêt dans la sauvegarde de

la vie sur terre est marquée par la proclamation en 2012, par l'Assemblée générale des Nations Unies, du 21 mars comme journée internationale des forêts. Cette journée est l'occasion de célébrer la forêt dans sa diversité et de sensibiliser le public sur ses valeurs. Le thème retenu pour cette année 2020, intitulé « les forêts et la biodiversité » tire sa pertinence du lien inéluctable entre ces deux ressources naturelles. Ce thème nous appelle à une mobilisation générale pour la restauration des écosystèmes forestiers, poumons de notre planète.

Mesdames et Messieurs, Pour diverses raisons, le patrimoine forestier mondial s'amenuise. La perte nette de la superficie forestière est passée d'une moyenne de 7.8 millions d'hectares dans les années 1990 à 4,7 millions d'hectares par an au cours de la période 2010-2020.

Au Togo, le taux annuel de déforestation est de 0,42% pour la période 1990-2015, soit environ 5 679 ha/an. Ce taux de déforestation pour la période de 1990-2000 est de 0,73%, soit environ 9 280 ha/an alors que pour la période 2000-2015, ce taux est de 0,21%, soit environ 2 530 ha/an. Malgré cette tendance de réduction de la déforestation, fruit de plusieurs mesures prises par le gouvernement, le taux de déforestation reste toujours élevé entraînant la dégradation de nos écosystèmes forestiers et contribuant ainsi aux changements climatiques qui détériorent notre cadre de vie. Les causes de la déforestation sont nombreuses et variées. Il s'agit entre autres :

- de l'explosion démographique et de la pauvreté ;
- des pratiques agricoles non durables ;
- des feux de végétation ;

- de l'exploitation abusive de bois d'œuvre et de service ;
- et particulièrement de la forte dépendance des populations aux combustibles ligneux sous forme de charbon de bois et le bois de chauffe.

En effet, une étude réalisée en 2017 sur la dynamique de l'utilisation du bois-énergie au Togo, évalue la quantité de bois-énergie consommée au Togo par les ménages et les autres catégories socioprofessionnelles à plus de 7 millions de mètre cube par an.

Les projections indiquent que ces besoins vont augmenter pour atteindre 10 millions en 2030 et doubler en 2050. Par comparaison au potentiel forestier actuel évalué à 75 millions de mètre cube, la capacité de la ressource à couvrir de façon durable, pourrait être compromise. Cette situation nécessite que les mesures urgentes soient prises dans une vision de sauvegarde du patrimoine forestier national.

La vision d'un Togo vert portée par le Chef de l'Etat, Son Excellence, Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE ne peut être réalisée qu'à travers un ensemble d'actions dont les orientations sont prescrites dans les différents outils de planification macro et sectoriel tels que :

Le Plan National de Développement (PND, 2018-2022) le Cadre Stratégique d'Investissement pour la Gestion de l'Environnement et des Ressources Naturelles au Togo (CSIGERN, 2018-2022) ; la stratégie nationale de Réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et la dégradation des forêts (REDD+) ; le programme national de reboisement (PNR, 2017-2021).

L'opérationnalisation de cet

Suite à la page 5



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavé: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCY
Tél: (+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... les patients atteints du coronavirus. Il faut rappeler que ce médicament très utilisé par le passé dans le traitement du paludisme avait été abandonné pour cause de résistance. Immédiatement l'on a assisté à une levée de boucliers au sein de la communauté scientifique. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) émet des réserves. Même le pays natal du professeur Raoult ne le soutient pas dans sa démarche. Avait-il raison ou pas ? Ce qui est sûr, c'est que dans les semaines qui ont suivi, plusieurs pays dont ceux d'Afrique ont adopté la chloroquine dans leur protocole de soin. Le Togo a fait pareil. Des guérisons sont annoncées ici et là, et jusqu'à ce jour l'on enregistre

des guérisons. Il faut préciser que la chloroquine a bénéficié d'une importante pression populaire. Pour beaucoup, cette découverte du professeur Raoult s'oppose aux intérêts des grandes firmes pharmaceutiques qui préfèrent que la pandémie prenne de l'ampleur afin de sortir plus tard leurs solutions miracles que sont les vaccins et autres médicaments qui leur feront gagner des milliards. Les tenants de cette thèse évoquent fréquemment la théorie du complot dont ils rendent complice l'OMS et ses soutiens dont la fondation Bill Gates. Quoi qu'il en soit, la chloroquine a fini par s'imposer d'une façon ou d'une autre. Des dirigeants populistes comme Donald Trump en faisaient la

publicité. Ce dernier a même annoncé qu'il en prenait en guise de préventif, alors qu'il ne devrait pas en être le cas selon les spécialistes. Mais du moment où ce discours arrangeait les masses populaires, cela lui suffisait. Puis soudain est intervenue l'étude publiée récemment dans la célèbre revue anglaise The Lancet et qui remet en cause l'efficacité de la chloroquine dans le traitement du coronavirus. Cela vient conforter l'OMS et d'autres détracteurs du professeur Raoult. C'est un véritable coup de tonnerre. La pression populaire va-t-elle encore s'imposer ? Certains pays dont le Togo préfèrent continuer avec la chloroquine qui a tout de même fait ses preuves. Le coordinateur de la riposte, le

Djibril Mohaman, a noté quelques incohérences dans l'étude menée sur ce médicament. En effet, selon lui, lorsque l'on considère la cohorte qui a permis à ces chercheurs de parvenir à leurs conclusions, on se rend compte que ce sont des personnes qui souffraient de certaines maladies comme l'hypertension, le diabète, l'obésité..., bref les comorbidités. Ces types de patients feront forcément des formes graves de la maladie et même si l'on leur administre la chloroquine, le risque de mort est plus élevé dans leur cas. Alors, selon le médecin togolais, l'on ne peut pas se fonder uniquement sur ces données pour éliminer la chloroquine qui a, quoi qu'on dise, fait ses preuves. Et, il ne faut pas perdre de vue que ces études sont parfois

téléguidées par des groupes d'intérêts. En tout cas, c'est la preuve encore une fois que la médecine africaine doit rapidement se développer et s'émanciper des influences extérieures, en puisant dans ses ressources naturelles et traditionnelles. L'on se réjouit que dans le cas actuel l'on n'a pas fait de suivisme.

Plusieurs pays africains ont pris leur décision en analysant l'étude et en considérant l'évolution de la pandémie dans leur pays. La pression populaire est une gangrène que l'on observe aussi dans le débat sur le covid oraganics. Mais étant donné que ce sont des vies qui sont en jeu, il faudrait que les responsables des protocoles de soin s'en départent.

Edem Dadzie

Lutte contre la Covid-19 au Togo L'appel à la solidarité nationale reçoit des échos favorables

Pour venir à bout de la pandémie du coronavirus dans notre pays et relancer plus tard le processus de développement, l'on doit faire appel à la solidarité. Le gouvernement fait déjà sa part. Mais toutes les couches de la population, doivent aussi faire leurs parts. Fort heureusement, cet appel reçoit des échos favorables dans le pays.

« Face à une pandémie, il n'y a pas de clivages », déclarait vendredi derniersuruneradio privée de Lomé, le Dr Gilbert Tsolenyanu, secrétaire général du Syndicat national des praticiens hospitaliers du Togo (Synphot). C'est ainsi qu'à la suite du chef de l'Etat

qui a initié le programme Novissi à l'endroit des couches les plus défavorisés et qui a annoncé la création d'un fonds de solidarité et de relance de l'économie de 400 milliards, des volontés s'expriment. Au niveau des partenaires



financiers dont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, des soutiens sont annoncés. Les ambassades membres de l'Union européenne et la chambre de commerce européenne au Togo sont aussi très impliquées dans

la riposte. Des entreprises installées au Togo et de hautes personnalités ont fait des dons.

La télévision nationale communique régulièrement sur ces actes de bonté. La semaine dernière, ce sont les ministres du gouvernement Klassou 2 qui ont décidé de reverser deux mois de leurs salaires dans la cagnotte. Incontestablement, la solidarité s'exprime au plus haut niveau.

Des associations et autres

organisations, des citoyens lambda prennent aussi des initiatives dans ce sens. C'est l'exemple de l'Association nationale des sociologues du Togo (Ansot) qui vient de lancer une cotisation parmi ses membres pour soutenir la cause. D'autres comme le Synphot ont commencé depuis, en collectant des consommables médicaux en faveur des professionnels de la santé sur l'ensemble du territoire national.

Edem Dadzie

Décès de maître Yawovi Agboyibo L'homme qui tenait tête au général Gnassingbé Eyadema

Quelques semaines après la disparition de son compagnon d'infortune, l'ancien Premier ministre du Togo Edem Kodjo à l'âge de 81 ans, maître Yawovi Agboyibo, ancien Premier ministre lui aussi, s'en est allé samedi dernier à l'âge de 77 ans. Comme le premier, le second est aussi mort en France. Se sont-ils donné le mot pour mourir dans la même période ? Une chose est certaine : tout comme l'on ne choisit pas sa date de naissance, l'on ne peut choisir le jour et l'heure de sa mort. Alors que les hommages et les condoléances se succèdent, il convient de revenir brièvement sur le parcours de celui qui tenait tête à feu général Gnassingbé Eyadema.

Pour certains, maître Yawovi Agbényibor, président du Comité d'action pour le renouveau (CAR) jusqu'à sa mort, est le père de la démocratie togolaise. Cela sera diversement apprécié, mais son rôle dans l'amorce du processus démocratique dans notre pays est incontestable. L'on sait qu'il fait partie des rares personnalités qui ont tenu courageusement tête au régime du général Gnassingbé Eyadema. Après les indépendances et la disparition des pères de l'indépendance, les partis uniques étaient considérés comme la voie pouvant permettre de canaliser toutes

les énergies dans la même direction afin que le continent africain connaisse un développement harmonieux et rapide. D'ailleurs, certains pensent toujours que le basculement rapide et incontrôlé de nos pays dans le multipartisme fut une grave erreur. Quoi qu'il en soit, à un moment donné certaines élites africaines réclamaient plus de liberté. Il faut reconnaître aussi que les régimes des partis uniques sont tombés dans les dérives à force de vouloir maintenir l'ordre. Plusieurs régimes comme celui de feu Gnassingbé Eyadema furent considérés comme des dictatures qu'il fallait

combattre à tout prix. Et selon plusieurs témoignages, il fallait être vraiment téméraire pour se constituer en opposant à l'époque. Beaucoup ont fui le pays et ne sont revenus qu'après sa mort. D'autres comme Gilchrist Olympio, le leader de l'Union des forces de changement (UFC), le combattaient de l'extérieur. Il y en a aussi qui ont perdu leurs vies. C'est dans ce contexte que des combattants comme maître Yawovi Agboyibor agissaient ouvertement.

L'histoire montre qu'il a tenu tête au général Eyadema. L'on lui attribuait même des actes héroïques teintés de



Maître Yawovi Agboyibor, vers la fin de sa vie

mysticisme. Il semblerait qu'il ait une fois disparu du palais de Lomé 2 avec le fauteuil d'Eyadema, alors qu'ils étaient en audience et qu'il a senti que sa vie était menacée. Que cela soit vrai ou pas, l'homme avait réussi à se forger une forte réputation. En effet, qui était-il pour rester au Togo et s'opposer au président Eyadema ? Il emporte son secret dans la tombe. Il aura tout de même réussi à laisser

un héritage démocratique riche à la postérité. Son combat pour le respect des droits de l'Homme a conduit à la création de la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH). Agboyibor a été artisan de l'Accord politique global (APG), et Premier ministre du gouvernement d'union nationale entre 2006 et 2007 qui a organisé la première élection unanimement saluée au Togo et à l'extérieur, à savoir les législatives de 2007. « Maître Agboyibor fut un infatigable défenseur des droits de l'Homme et son combat pour la justice et la liberté sont pour nous aujourd'hui un repère et un véritable tremplin pour construire un Etat de droit », a écrit le pasteur Edoh Komi, président du mouvement Martin Luther King (MMLK), La voix des sans voix.

Edem Dadzie

BAD / Contre-enquête des USA

Le Nigéria s’oppose à l’enquête réclamée par les USA qu’il juge anti-statutaire

Dans une lettre adressée à la ministre ivoirienne du Plan et du Développement et présidente du bureau du Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement (BAD), le Nigéria a construit un argumentaire en 10 points. Pour le pays du président Akinwumi Adesina, l'enquête indépendante visant Akinwumi Adesina, président de la BAD, est anti-statutaire.

«La demande d'une enquête indépendante concernant le président ne relève pas des règles, procédures et système de gouvernance de la Banque et de ses statuts en ce qui concerne le code de conduite éthique du président », déclare la représentante du Nigeria à la BAD, estimant que la disculpation récente d'Adesina suite à l'enquête du comité éthique, «a suivi les règles, procédures, directives et lois applicables de la Banque». Zainab Shamsuna Ahmed, ministre nigériane des Finances et gouverneur pour le Nigeria à la BAD, auteure de la lettre, s'exprime au nom des autorités nigérianes. Elle estime anti-statutaire

l'enquête indépendante visant Akinwumi Adesina, président de la BAD, réclamée par le secrétaire américain au Trésor Steven Mnuchin et discutée lors d'une réunion du bureau du Conseil des gouverneurs mardi soir et dont le contenu a fuité, faisant état d'une validation de la demande américaine. Dans sa lettre, le Nigeria passe en revue les «accomplissements» d'Adesina aux commandes de la BAD depuis 2015, citant l'augmentation de capital de la Banque d'octobre 2019, le dispositif financier de lutte contre la pandémie de coronavirus et le soutien de l'Union africaine (UA) et de la Cedeao à sa réélection. «Nous

demandons instamment que le processus établi par la banque soit suivi pour protéger et préserver notre banque », martèle Zainab Shamsuna Ahmed.

La pression monte au siège de la BAD à Abidjan. Kaba Niale reconnaît avoir reçu, bien avant la missive nigériane, «des lettres de certains actionnaires exprimant des points de vue différents». Tout porte à croire que le Conseil des gouverneurs de la BAD se dirige vers un bras de fer entre le Nigeria et les Etats-Unis, les deux plus importants actionnaires de la BAD, confirmant ainsi la thèse d'une opposition de camps dans les hautes sphères de l'une des



Akinwumi Adesina, président de la BAD

institutions africaines les plus influentes. D'après le Nigeria cependant, les actionnaires devraient s'en tenir à la décision du comité d'éthique. Zainab Shamsuna Ahmed estime que même en cas d'une seconde enquête, celle-ci devrait être réalisée par ledit comité. Ce que les

Etats-Unis n'entendent pas de cette oreille, considérant que «l'étendue, la gravité et la précision» des allégations contre Adesina nécessitent une enquête indépendante pour garantir la confiance des actionnaires pour la réélection du leader nigérian.

T.M.

Côte d'Ivoire / Levée des conditions restrictives de la CPI

Quid de la condamnation à 20 ans de prison de la justice ivoirienne ?

Ils sont désormais autorisés à quitter la Belgique et les Pays-Bas, sous conditions depuis le 29 mai 2020. Assignés à résidence depuis leur acquittement en 2019 d'accusations de crimes contre l'humanité, l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé peuvent désormais se rendre dans n'importe quel pays à condition que ce pays accepte au préalable de les recevoir. Logiquement, les regards se tournent vers la Côte d'Ivoire qui les avait condamnés par contumace à 20 ans de prison. Braveront-ils ce jugement pour rentrer au pays au risque de se faire à nouveau arrêter par le pouvoir Ouattara ?



Laurent Gbagbo

Cela rend incertain un éventuel retour de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire, où le parti qu'il a fondé, le Front populaire ivoirien (FPI), se prépare à l'élection présidentielle prévue en octobre. « Nous sommes contents, c'était important que ces restrictions soient levées

», a réagi auprès de l'AFP Franck Anderson Kouassi, le porte-parole du FPI. « On attend maintenant la date de son retour au pays. On va l'accueillir ».

L'ex-président ivoirien Henri Konan Bédié, chef du parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), principal

mouvement d'opposition, a fait part de sa « joie », estimant que cette décision de justice est « un moment de bonheur pour la majorité des Ivoiriens ». Le PDCI et le FPI ont conclu un accord politique en vue des prochaines élections présidentielle et législative. Mais la question ou

l'inquiétude demeure cependant quant à leur récente condamnation en novembre 2019 en appel à 20 ans de prison pour le « braquage » de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest pendant la crise post-électorale de 2010-2011. Quelle sera la réaction des autorités ivoiriennes au retour très attendu de ces deux hommes dont l'ombre plane encore sur le paysage politique du pays et surtout à quelques mois de la présidentielle ? La question vaut tout son pesant d'or dans la mesure où l'on pressentait déjà la réticence du pouvoir Ouattara à laisser rentrer au pays l'ancien

président sous prétexte que le paysage politique est encore délétère. Pour preuve, et dans le même faisceau d'idées, l'autre opposant Guillaume Soro désormais a été condamné lui aussi à 20 ans de prison par contumace, et malgré l'intervention de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, le pouvoir ivoirien semble se murer dans sa logique de ne rien céder. Tout porte à croire que le pouvoir d'Abidjan voudrait éloigner les challengers sérieux à sa réélection d'octobre 2020 prochain. Mais jusque-là, la route semble encore longue et semée d'embûches.

T.M.

DIRECT AGENCE
Agence conseil en communication

Vous êtes un annonceur, un privé, une agence conseil en communication ou un homme d'affaires !

Vous avez besoin d'une communication dans le journal Togo Matin ?

Contactez notre régie exclusive

DIRECT AGENCE

Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjole

(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Agriculture**Les solutions de Reckya Madougou pour sortir de la Covid-19**

Sur RFI (Radio France International) dimanche 31 mai, la conseillère spéciale du chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé n'est pas allée par 4 chemins pour cracher ses vérités au peuple africain. C'était dans « le débat africain » animé par Alain Foka.

Des banques aux acteurs de la microfinance en passant par les startupper, les gouvernants..., tout le monde à sa part de responsabilité dans la crise économique et financière qui frappe le continent. Une crise qui devrait montrer la force du peuple africain à s'unir et à être solidaire. Ces valeurs africaines sont de plus en plus perdues au profit du capitalisme, de la cupidité... Les institutions de microfinance qui existaient bien avant qu'on le pense ont une fois encore montré la force de l'entente et de la cohésion dans les relations africaines. Le seul problème qui gangrène encore le continent et son économie c'est le manque de soutien des grosses « pointures » comme les banques et les Etats eux-mêmes. Les institutions de microfinance ne peuvent pas tout faire elles seules, à la fois.

Pour que la finance inclusive et les acteurs de l'économie réelle puisse redorer le blason pendant cette crise, il faut que les autres maillons de la chaîne s'impliquent. Les startupper sont des acteurs importants dans l'écosystème financier. Ils doivent proposer de nouvelles solutions en prenant en compte les réalités du pays. Ces réalités ont montré que la personne âgée de 80 ans qui continue toujours par aller au champ pour survivre dans un coin très très reculé de la capitale ne puisse pas se sentir délaissée. Son téléphone portable doit avoir les mêmes fonctionnalités que celui qu'utilise son fils étudiant à Lomé. Pourquoi ? Cela lui permettra de vendre depuis chez elle ses produits frais qu'elle vient de récolter dans son champ de plusieurs hectares et de leur éviter de se faner. Ce constat, les acteurs et les spécialistes de l'inclusion



financière le connaissent et prodiguent toujours leurs conseils pour que cette situation change. Reckya Madougou n'a pas manqué de le rappeler dans un webinaire international qu'elle et sa Team RM ont organisé du 26 au 28 mai. **Changer le paradigme** Sur RFI, la conseillère spéciale du président togolais a encore

une fois, ce dimanche de Pentecôte appelé les acteurs à vite agir, comme pour illuminer tout le continent sur cette question. Il est nécessaire de transformer notre agriculture et la chaîne de valeurs pour qu'elle ne soit pas seulement une agriculture de subsistance mais de valeurs ajoutées indique-t-elle. « Que l'agriculture puisse être considérée dans

nos Etats comme la courroie charrière et qui peut être en mesure de créer beaucoup d'emplois ». En Afrique ce ne sont pas les solutions qui manquent, mais leur mise en œuvre. Pour cela la Team RM a promis mettre en œuvre avec ses partenaires les recommandations du webinaire international.

Félix Tagba

Suite de la page 2

ambitieux programme s'est traduite cette année par la formulation, au niveau du ministère de l'environnement, du développement durable et de la protection de la nature, d'un Projet de reboisement et de restauration des paysages forestiers dans toutes les préfectures du pays. Ce projet prévoit pour cette année 2020, de restaurer 35 000 ha de forêts dont 10 000 ha de nouvelles surfaces plantées, 5 000 ha d'agro forêts et 20 000 ha de forêts enrichies. Ce projet de reboisement intensif dont la cible annuelle risque d'être compromise en raison de la pandémie de la COVID-19, permettra de contribuer au respect de l'engagement du Togo à restaurer 1,4 million d'hectares de paysages déboisés et dégradés à l'horizon 2030 dans le cadre de l'initiative pour la restauration des paysages forestiers africains (AFR100) de l'Union Africaine. Chers concitoyens, La gestion durable de nos ressources forestières et la lutte contre la déforestation doivent se faire dans une approche participative et aucun acteur ne doit être mis en marge. C'est pourquoi je salue l'avènement de la décentralisation qui offre une belle occasion aux collectivités

territoriales de prendre en main la planification et la réalisation des opérations de reboisement tout en impliquant toutes les couches socioprofessionnelles. Le ministère de l'environnement, du développement durable et de la protection de la nature, par le biais de ses services techniques, a formé des pépiniéristes privés à la production de plants sur toute l'étendue du territoire. Les efforts conjugués de ces pépiniéristes et des services étatiques ont permis de disposer à ce jour pour la campagne nationale de reboisement 2020, de 5.732.200 plants, toutes essences confondues, répartis comme suit : 580 200 de plants produits par les services étatiques pour le lancement officiel de la campagne nationale de reboisement et 5.152.000 de plants par les privés destinés à la vente. J'exhorte tous les particuliers épris de la cause écologique et le secteur privé, poumon du développement de l'économie togolaise à soutenir la campagne nationale de reboisement, édition 2020 à travers la mise en œuvre de leur engagement dans le cadre de leur responsabilité sociétale d'entreprise (RSE). Cette année particulièrement,

en raison de l'état d'urgence décrété par le gouvernement pour faire face à la pandémie de la COVID-19, j'invite toutes les structures publiques et privés, les collectivités locales, les organisations de la société civile. Les particuliers et toute autre organisation ayant des projets de reboisement à un respect scrupuleux des mesures de distanciation sociale sur leurs sites. Mesdames et Messieurs ; Chers concitoyens Il me plaît d'adresser, au nom du gouvernement togolais, mes vifs remerciements à tous les partenaires techniques et financiers qui ont toujours apporté des appuis multiformes à notre pays, pour une gestion durable de nos ressources forestières notamment la FAO, l'Union Européenne, la Coopération Allemande/GIZ, la Banque Mondiale, le PNUD, la BOAD et la BAD. Je tiens à féliciter tous les planteurs privés, les ONG et la société civile dont l'engagement contribue à la reconstitution du couvert forestier de notre Togo. Mes félicitations vont également aux personnes âgées, jeunes, femmes et hommes qui ont fait de la production des plants une activité génératrice de revenus.

Aquaculture d'Elavagnon**L'Ifad opte pour une formation à distance**

Dans la lutte efficace contre le coronavirus, le gouvernement togolais a décidé, le 20 mars 2020, de la fermeture des établissements d'enseignement. Cette décision ayant touché également les formations professionnelles, a conduit les Ifad aquaculture d'Elavagnon à la mise en place d'un système de formation à distance.

Aquaculture d'Elavagnon, à l'instar de tous les établissements de formation professionnelle, a fermé ses portes en mettant en congé tous les apprenants. En cette période de crise sanitaire du coronavirus, il faut bien trouver des moyens pour assurer une certaine continuité de la formation professionnelle. Le télétravail, étant désormais privilégié, comme c'est le cas à l'Université de Lomé, l'Ifad aquaculture d'Elavagnon emboîte le pas afin d'assurer et de poursuivre formation des apprenants du domaine. L'Ifad aquaculture d'Elavagnon disposant de tout le dispositif numérique pour des cours en ligne et à distance a remis au travail tous ses apprenants à domicile avant la reprise des classes. Cet accompagnement consiste à faire mettre en ligne, par les formateurs, des cours et des exercices d'application. Les formateurs sont chargés de mettre, en fonction du plan de formation hebdomadaire, deux cours par jour ouvré ; soit au moins dix (10) cours par semaine, par groupe pédagogique. Chaque apprenant est invité à lire ses cours et à faire les exercices d'application et à en faire le retour aux formateurs. Pour mieux encadrer cette formation à distance, des apprenants chez eux loin des installations de l'Ifad, les parents des apprenants sont associés pour accompagner leurs enfants en leur facilitant l'accès à la connexion internet pour accéder aux cours en ligne ; en les suivant pour qu'ils traitent effectivement les exercices donnés et en fassent un retour aux formateurs qui pourront leur apporter les corrections nécessaires. Les dispositions ainsi prises par l'administration de l'Ifad pourront maintenir la constance dans la formation des apprenants de l'Ifad aquaculture d'Elavagnon.

Nouveau quinquennat

La vision de Faure Gnassingbé pour l'agriculture togolaise

Le chef de l'Etat s'est engagé, pour les cinq prochaines années à « consolider les acquis ». Au nombre de ces acquis, les multiples projets, mécanismes et mesures mis en place en faveur de l'agriculture.



Faure Gnassingbé, président du Togo

Pour son quinquennat, Faure Gnassingbé ambitionne non seulement de consolider les acquis du secteur agricole mais

aussi et surtout de progresser dans la mise en œuvre de l'axe 2 du Plan national de développement. Des mesures adéquates sont prévues

pour l'accélération et l'extension efficaces du Mécanisme incitatif de financement agricole (Mifa) à de nouvelles filières porteuses. À cela, s'ajoute le renforcement de l'accès des acteurs des chaînes de valeur agricole au financement privé, à l'assurance-maladie et à la protection sociale.

Pour une meilleure productivité, la production locale d'engrais sera encouragée afin de réduire considérablement les coûts liés à l'acquisition et à l'utilisation des engrais. Dans le même sillage, les équipements et matériels agricoles seront exonérés des taxes et des droits fiscaux. La politique de développement de la production animale et halieutique sera également poursuivie, avec le soutien à la création des ranchs et la construction des abattoirs modernes dans les régions et la mise en place des installations frigorifiques adaptées. Les projets en faveur du secteur eux aussi

prendront de plus en plus du poil de la bête.

Le Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER) dans ce sens, mène des actions concrètes. Des ateliers d'information des leaders et techniciens des faïtières d'Organisations paysannes ont débuté pour mettre à leur disposition des informations actualisées sur le PNPER et ses conditionnalités. L'objectif à terme est la mise en œuvre des actions pertinentes d'accompagnement de 200 coopératives agricoles en amont et aval de la production agricole.

En partenariat avec le secteur privé, le gouvernement poursuivra le programme de construction et d'aménagement des terres d'irrigation en faveur des jeunes et des entreprises de mécanisation agricoles dans toutes les régions.

Attipoe Edem Kodjo

PNPER : 40 ateliers pour atteindre l'objectif des 200 coopératives agricoles en 2020

Les ateliers régionaux d'information des leaders et techniciens des faïtières d'Organisations paysannes (OP) sur le Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural PNPER ont démarré le 27 mai à Kévé et à Bagbé dans la préfecture de l'Avé.

Ces ateliers constituent l'occasion pour les initiateurs de mettre à la disposition des techniciens et leaders des faïtières d'organisations paysannes, les informations actualisées sur le PNPER et ses conditionnalités et partager la fiche simplifiée de présélection des coopératives et des jeunes ruraux.

En vue de rendre le projet accessible au plus grand nombre de coopératives agricoles, la CTOP et le Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER), ont signé une convention pour la mise en œuvre des actions pertinentes d'accompagnement de 200 coopératives agricoles en amont et en aval de la production agricole. Les ateliers régionaux d'information visent à vulgariser les nouvelles informations sur

le projet avant le lancement des travaux.

Néanmoins, compte tenu de la pandémie de Covid-19 et pour limiter les regroupements, il est préconisé la tenue de 2 ateliers de 15 participants par préfecture, soit au total 40 ateliers dans les 20 préfectures-cibles du projet. Par ailleurs, pour une plus grande réussite des ateliers, une réunion préparatoire s'est tenue le 19 mai dernier afin de permettre aux équipes d'animation de s'approprier les termes de référence des rencontres, valider le prospectus de sensibilisation, la fiche de pré-identification des coopératives, l'agenda des rencontres.

Après la préfecture de l'Avé, 20 autres préfectures seront également sillonnées pour, à



Activité agricole

terme, permettre à 500 leaders et techniciens des OP au moins d'être informés sur le PNPER, les cibles, les modalités de fonctionnement

et de financement, les fiches d'identification, les types de projet à financer.

La Rédaction

Projet PPA00-Togo : des broyeurs d'aliments offerts aux coopératives d'éleveurs

Grâce au projet PPA00-Togo, 12 broyeurs d'aliments sont mis à la disposition des coopératives d'éleveurs sur toute l'étendue du territoire. L'objectif est de leur permettre de broyer les herbes, les produits ligneux pour la fabrication de fourrage pour le bétail dont l'enjeu est de disposer de fourrage pour alimenter les troupeaux.

Cette distribution de matériel agricole se situe dans le cadre de la formation des jeunes et femmes dans le Camp

du futur lancé au mois de février de cette année. Le Camp du futur vise à...

Suite à la page 7

...impacter directement au moins 1000 jeunes et femmes togolais en milieu rural à travers l'appui à la création de leurs entreprises.

Le gouvernement, à travers cette formation, entend favoriser la création de véritables filières de transformation, allant jusqu'aux produits finis dans le but d'éliminer la pauvreté, de créer des emplois pour les jeunes et les femmes afin d'améliorer leur condition de vie, ce que prône l'axe 2 du Plan national de développement.

D'un coût total de 15.720.000F CFA, chaque machine a 3 roues,

une capacité de broyage de 300 à 450 kg/h, une capacité du réservoir qui est de 5 litres, un moteur diesel et un tamis de 8 à 10 cm de maille. Les coopératives ont eu chacune un kit d'entretien, notamment deux tamis, deux trémies, une pochette de segment, une clé pour l'injecteur, une clé pour l'arbre moteur, 3 boulons pour montage de poulies, un joint de culasse, une manivelle.

A travers ce matériel, et d'autres mesures en cours, on sent l'engagement du gouvernement à accompagner ces jeunes et



Un des broyeurs d'aliments offerts

femmes dans leurs différentes coopératives à devenir des

innovateurs.

A. E. Kodjo

Koutéra Bataka fait l'état des lieux de la mise en œuvre du PPAAO

Financé par la Banque mondiale, le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) est mis sous tutelle du ministère de l'Agriculture au Togo. C'est l'un des projets phares du Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (Pniasa).



Koutera N. Bataka, ministre de l'Agriculture

Le PPAAO-Togo vise spécifiquement à générer, adapter et diffuser un panel de technologies améliorées de production durable des principaux produits végétaux (maïs et riz) et des produits animaux (volailles et petits ruminants) ; améliorer l'efficacité et la performance de la recherche agricole par le renforcement des capacités des institutions de recherche agricole dans les domaines techniques, administratif, financier et de la planification et renforcer l'efficacité, la performance et la pérennité des services de vulgarisation agricole pour les rendre opérationnels.

« Grâce au PPAAO, nous connaissons aujourd'hui un début de développement d'entreprises semencières. Le pays venait de très loin. On n'avait pas d'entreprises semencières, car on avait que très peu de semence », s'est réjoui Noël Koutéra Bataka, ministre de l'Agriculture, de la Production animale et halieutique.

« Le PPAAO qui a commencé en 2011, a connu une phase d'extension en 2016. De nos jours,

le programme est matérialisé par l'existence de filière semencière. En 2009, on avait moins de 500 tonnes de semences. Mais aujourd'hui, on est à plus de 2.500 tonnes de semences », a annoncé le ministre.

La technologie au service des agriculteurs

Le Programme est marqué par l'augmentation du nombre de chercheurs ayant le doctorat au niveau de l'Institut togolais de recherche agronomique. « Le PPAAO est caractérisé par de multitudes de technologies qui sont mises à la disposition des agriculteurs. Des innovateurs soutenus dont Logou Concept (qui aujourd'hui a mis au point, le mini-tracteur togolais) et Guema M'Bantana (qui a fabriqué la décortiqueuse de sésame). Il a également un certain nombre d'autres équipements et technologies mis au point et développés par des Togolais au-delà des unités de recherches », a expliqué Koutera Bataka.

Le PPAAO a aussi permis la mise en place d'un cadre réglementaire pour les réformes dans les filières semencières des engrais,

mais aussi le développement d'un certain nombre de dispositifs de contrôle pour la qualité de ces intrants sur l'ensemble du territoire.

Le ministre a donné quelques exemples dont le Tienobia Laré à Djangou (dans la région des Savanes) qui élève des pintades. Parti d'une cinquantaine de pintades par an, ce dernier peut aujourd'hui livrer 400 pintades, grâce au soutien du PPAAO ; l'inventeur Logou Concept avec son mini-tracteur Lowcost, conçu grâce à l'appui du PPAAO pour contribuer à accroître la mécanisation du secteur agricole.

« C'est la capacité de cet innovateur qui est améliorée », a précisé le ministre Bataka. Il y a d'autres exemples, dont la moissonneuse mise en place à Kolokopé, qui permet de produire du foin pour augmenter la production des géniteurs. De nos jours, des élevages sont développés dans les milieux ruraux grâce aux noyaux des géniteurs fournis par le PPAAO.

« Le président de la coopérative des éleveurs à Kléyi, qui grâce au PPAAO, gagne plus de 4 millions de F.CFA par an. Un autre à Anié, gagne 7 millions de F.CFA par an dans l'élevage de moutons. C'est du concret, dans la vie de nos producteurs et productrices », a martelé le ministre Bataka.

« Nous étions à moins d'une tonne de riz par an, aujourd'hui nous sommes à plus 1,7 tonne de rendement moyen du riz pluvial. C'est pareil pour le maïs. Il était attendu globalement l'augmentation de 15% de la productivité. Nous en sommes quasiment à près de 17%. Si nous prenons toutes les technologies réunies, nous sommes à même de dire globalement que la productivité est améliorée », a-t-il poursuivi. Selon ce dernier, la particularité du PPAAO, c'est d'avoir travaillé sur le cadre institutionnel. Il a mis l'accent

sur la réforme sur les engrais, les semences et les pesticides.

Les difficultés inhérentes

Il y a des difficultés dans la mise en œuvre du PPAAO qu'il ne faut pas ignorer, a reconnu le ministre. Ce dernier a estimé qu'il faut absolument améliorer la structuration du marché au niveau des filières semencières.

« Il y a aussi l'insuffisance de ressources, qui n'a pas permis d'augmenter le nombre de chercheurs qui devraient être formés pour avoir leur thèse ou leur master. Il y a aussi des technologies qui n'ont pas été complètement diffusées eu égard au faible niveau de capacité d'un certain nombre de techniciens », a-t-il relevé. Outre ces difficultés, il est à retenir que le PPAAO a balisé la voie à la transformation de l'agriculture togolaise.

« Nous étions à moins de 87% de couverture de notre besoin en denrées alimentaires. Aujourd'hui, nous sommes à plus de 113% de notre couverture en besoins alimentaires. Ce sont des statistiques officielles. Le Togo a été distingué en 2013 et en 2015 par la FAO, par son effort exceptionnel de réduction de la sous-alimentation pour marquer cet exploit qui est fait grâce au Programme du plan national d'investissement agricole, sous le leadership du chef de l'Etat Faure Gnassingbé, visionnaire qui dès le début, a mis en place les solutions pour permettre au Togo, de faire aujourd'hui des avancées remarquables dans le secteur agricole », a salué le ministre.

« Mieux, le PPAAO est venu capitaliser sur le plan d'urgence que le chef de l'Etat a mis en place dès la crise alimentaire et nutritionnelle que l'ensemble des pays de la planète ont connue en 2007 », a conclu Koutera N. Bataka.

Attipoe Edem Kodjo



Combien de couple?

Humilité

Il n'y a pas de hasards
Toute chose arrive pour une raison. Chaque personne que nous rencontrons a un rôle à jouer dans notre vie, qu'il soit petit ou grand. Certains vont nous blesser, nous trahir et nous faire pleurer: Ceux-là nous rendent plus forts
Certains vont nous enseigner une leçon, pas pour nous changer mais pour nous aider à prendre conscience de nos erreurs: Ceux-là nous font grandir et nous rendent meilleurs
Et d'autres arrivent dans notre vie simplement pour nous inspirer et nous aimer: Ceux-là nous rendent heureux
Enfin, il y a une grâce en toute chose.
Tout est grâce!
En tout, soyons simplement humble !
L'humilité ne coûte rien
Soyons humble car avant nous d'autres avaient ce que nous avons.
Soyons humble car avant nous d'autres étaient là où nous sommes.
Soyons humble car il existera toujours après nous plus grand que nous.
Soyons humble car il existera plus beau et plus belle que nous.
Soyons humble car il est possible de tout perdre en une seconde.
Soyons humble car le maître de notre souffle de vie peut nous prendre à n'importe quel moment.
Soyons humble car la roue tourne.
Soyons humble car la vie est fragile et courte.
Soyons humble car l'humilité précède la gloire.



Commentez la photo ci-dessus

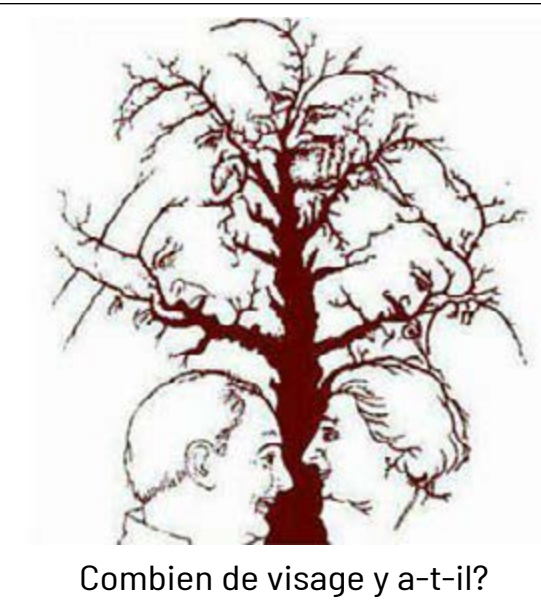
Pensée du jour

Ne pense toujours pas à ce que tu dois faire dans la vie mais plutôt à ce que tu dois être. Ceci te poussera à faire ton devoir pour devenir ce que tu veux être.

Blagues

Mon frère si tu es heureux avec une seule femme imagine si tu en as 5. Lève toi et va compléter ton bonheur. N'écoute pas les gens...

On dit y'a un peulh qui est allé payer 10 ânes. Sur le chemin de retour tellement fatigué de marcher il monte sur un de ses ânes. Il compte ses âne et il trouve 9. Il descend et il recompte il trouve 10, il remonte et il recompte il trouve 9. Alors il descend et il dit "je préfère marcher et avoir mes 10 ânes"



Combien de visage y a-t-il?

- Quelques ambassades et consulats**
- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
 - Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
 - Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
 - Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
 - Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
 - Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
 - Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
 - Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
 - Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
 - Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
 - Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
 - Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
 - Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
 - Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
 - Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
 - Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
 - Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
 - Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
 - Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
 - Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
 - RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 7919
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)
Une agence évènementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

Musique / Omar B

Au-delà d'un jour comme les autres

Sans doute un jour comme un « 11 mai » ne passe pas inaperçu. Beaucoup diront que « Bob Marley » n'était pas n'importe qui, et qu'on se souvient à jamais d'un « roi ». En effet, 11 mai est une date qui ne passe pas inaperçue dans le monde. L'icône artiste musicien Bob Marley disparaissait ce jour-là. Que dire d'une date comme un « 29 mai » ? Bien évidemment, c'est une date comme les autres. Néanmoins, pour les proches et les fans de l'artiste « Omar B » disparu en février dernier, ce ne fut pas une journée comme les autres.

L'artiste Omar B aurait soufflé, le 29 mai 2020 sa 36ème bougie. Autrement dit, feu Omar Ahiangban était né un 29 mai 1984. Justement, pour lui rendre hommage, une initiative dénommée « Mon Hommage à Omar-B » a été lancée au début du mois de mai. Cette initiative consistait à faire une vidéo sur n'importe quelle chanson de Omar B. Le visuel de cette initiative a donc circulé sur les réseaux. « Mon hommage à Omar-B » qui a pris fin le 29 mai 2020 est une initiative pour commémorer la date anniversaire du King Omar B.

Omar Ahiangban maniait

très aisément RnB et les leçons de la vie (l'amour du prochain, la vie et la mort, la vie sociale) combinant magistralement le français, l'anglais et principalement l'éwé (l'une des langues locales du Togo). C'est en 2009 que « Ma préférée » le porte au sommet de l'arène musicale.

Par ailleurs, il venait de lancer son troisième album intitulé « Me, myself and I » le 06 décembre 2019. Ce jour-là, Omar B avait déclaré ouvertement pour la première fois en public ce qu'on lui faisait subir dans l'arène musicale. « J'ai été trahi, insulté et boycotté 7 ans durant »,

avait déclaré « Omar B ». Et, pourtant personne ne s'est vraiment senti interpellé par cette déclaration jusqu'à ce qu'il ne perde la vie.

Tout le public togolais était profondément attristé en février 2020 en apprenant le décès tragique de l'artiste Ahiangban Omar alias « Omar B ». Comme si l'on faisait un cauchemar mais ce ne fut pas le cas. Dans la nuit de 20 au matin 21 février, l'un des talentueux chanteurs togolais de son époque, Omar B a rejoint son Créateur.

Pendant quelques jours, le décès de l'artiste Omar B a ébranlé le monde



Omar B

du show-biz togolais. Certains promoteurs culturels se sont remis en cause après son décès. Et, après plus rien. Comme le dicton

«que les morts enterrent leurs morts ». Il y a bien des artistes vivants dont il faut s'occuper.

Nadia Edodji

Lire

« La recherche de l'absolu » de Honoré de Balzac, Ed Beq. Pp 15-17 « ... La mort de Claës et de ses compagnons porta ses fruits. Plus tard ces supplices inutiles coûtèrent au roi des Espagnes la plus grande partie de ses possessions dans les Pays-Bas. De toutes les semences confiées à la terre, le sang versé par les martyrs est celle qui donne la plus prompte moisson. Quand Philippe II, qui punissait la révolte jusqu'à la seconde génération, étendit sur Douai son sceptre de fer, les Claës conservèrent leurs

grands biens, en s'alliant à la très noble famille de Molina, dont la branche aînée, alors pauvre, devint assez riche pour pouvoir racheter le comté de Nourho qu'elle ne possédait que titulairement dans le royaume de Léon. Au commencement du dix-neuvième siècle, après des vicissitudes dont le tableau n'offrirait rien d'intéressant, la famille Claës était représentée, dans la branche établie à Douai, par la personne de monsieur Balthazar Claës-Molina, comte de Nourho, qui tenait à s'appeler tout uniment Balthazar Claës. De l'immense fortune amassée par ses

ancêtres qui faisaient mouvoir un millier de métiers, il restait à Balthazar environ quinze mille livres de rentes en fonds de terre dans l'arrondissement de Douai, et la maison de la rue de Paris dont le mobilier valait d'ailleurs une fortune. Quant aux possessions du royaume de Léon, elles avaient été l'objet d'un procès entre les Molina de Flandre et la branche de cette famille restée en Espagne. Les Molina de Léon gagnèrent les domaines et prirent le titre de comtes de Nourho, quoique les Claës eussent seuls le droit de le porter ; mais la vanité de la

bourgeoisie belge était supérieure à la morgue castillane. Aussi, quand l'État Civil fut institué, Balthazar Claës laissa-t-il de côté les haillons de sa noblesse espagnole pour sa grande illustration gantoise. Le sentiment patriotique existe si fortement chez les familles exilées, que jusque dans les derniers jours du dix-huitième siècle, les Claës étaient demeurés fidèles à leurs traditions, à leurs mœurs et à leurs usages. Ils ne s'alliaient qu'aux familles de la plus pure bourgeoisie, il leur fallait un certain nombre d'échevins ou de bourgmestres du côté de la fiancée, pour

l'admettre dans leur famille. Enfin ils allaient chercher leurs femmes à Bruges ou à Gand, à Liège ou en Hollande afin de perpétuer les coutumes de leur foyer domestique. Vers la fin du dernier siècle, leur société, de plus en plus restreinte, se bornait à sept ou huit familles de noblesse parlementaire dont les mœurs, dont la toge à grands plis, dont la gravité magistrale mi-partie espagnole, s'harmoniaient à leurs habitudes. Les habitants de la ville portaient une sorte de respect religieux à cette famille, qui pour eux était comme un préjugé... »



L'Afrique, par des Africains, dans une perspective africaine

Lutte contre les changements climatiques

Les travaux se poursuivent au niveau international malgré la Covid-19

Malgré les restrictions qu'impose la pandémie du coronavirus dans la gestion de plusieurs urgences internationales comme les changements climatiques, les travaux se poursuivent. Des réunions se tiennent virtuellement et des résultats intéressants sont engrangés.

L'agenda climatique mondial a connu un bouleversement, comme d'autres événements d'envergure. La Cop 26 par exemple qui devait se tenir vers la fin de cette année est finalement programmée pour se tenir du 1er au 12 novembre 2021. Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres et la secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), Patricia Espinosa, ont encouragé les acteurs à ne pas laisser la pandémie les refroidir.

« Nos efforts pour lutter contre les changements climatiques et la Covid-19 ne sont pas incompatibles. Si elle est bien menée, la reprise post-crise Covid-19 peut nous orienter vers une voie climatique plus inclusive et plus durable. Nous rendons hommage à ceux que nous avons perdus en travaillant avec

un engagement renouvelé et en continuant à faire preuve de leadership et de détermination dans la lutte contre les changements climatiques et la construction d'un monde sûr, propre, juste et résilient », a de nouveau déclaré Patricia Espinosa. Ainsi, lors d'une réunion virtuelle le 28 mai dernier, le bureau de la CCNUCC s'est engagé à faire avancer les travaux essentiels pour lutter contre les changements climatiques, malgré la crise de la Covid-19. Depuis la dernière réunion du bureau en avril, le travail du secrétariat de la CCNUCC n'a pas ralenti, et plusieurs initiatives ont été lancées afin de poursuivre l'action en faveur du climat et d'inciter tous les segments de la société à faire preuve d'une plus grande ambition. En dehors des réunions techniques organisées par le secrétariat des Nations unies sur les

changements climatiques, des événements politiques clés ont eu lieu cette année. L'on peut citer le dialogue de Petersberg sur le climat et le forum Placencia Ambition. Du 1er au 10 juin 2020, une série d'événements en ligne seront organisés sous la direction des présidents de l'organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et de l'organe subsidiaire de mise en œuvre de la CCNUCC, avec le soutien du secrétariat. Ils sont placés sous l'appellation : l'« Élan de juin pour le climat » (June Momentum for Climate Change).

En quoi consiste cette initiative ?

Les événements organisés dans le cadre de cette initiative offrent aux parties l'occasion de se rencontrer virtuellement et de continuer à échanger des points de vue et à partager des informations afin de



maintenir la dynamique du processus de la CCNUCC et de montrer comment l'action en faveur du climat progresse dans les circonstances particulières auxquelles le monde est actuellement confronté.

Il s'agit de faire progresser les travaux techniques dans le cadre des organes constitués, ainsi que de fournir une plateforme d'échange d'informations et d'engagement sur d'autres travaux réalisés dans le cadre de la CCNUCC, notamment sur l'adaptation, l'atténuation,

la science, le financement, la technologie, le renforcement des capacités, la transparence, l'égalité des sexes, l'action pour l'autonomisation climatique, ainsi que la préparation et la présentation des Contributions déterminées au niveau national (CDN). Des négociations et des prises de décision formelles ne sont pas envisagées pour ces événements.

Edem Dadzie
Source : Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

JME 2020

C'est le temps de la nature

Quelques jours après la célébration de la journée internationale de la diversité biologique, l'on s'apprête à célébrer celle de l'environnement le 5 juin prochain. Avant cela, le Togo a respecté la tradition de la journée de l'arbre le 1er juin dernier. La nature est au cœur des célébrations environnementales de ce mois de juin 2020 : c'est le temps de la nature.

« Les aliments que nous consommons, l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons, bon nombre de médicaments qui sauvent des vies et le climat qui rend notre planète habitable proviennent tous de la nature. Pourtant, la période que nous vivons est exceptionnelle. Pour prendre soin de nous-mêmes, nous devons prendre soin d'elle. Il est temps de se réveiller, de prendre conscience, d'élever nos voix. Il est temps de reconstruire une meilleure version de notre monde pour les êtres humains et la planète. En cette Journée mondiale de l'environnement, c'est le temps de la nature », écrit le Programme des Nations unies pour

l'environnement pour marquer l'occasion. L'organisation onusienne exhorte les peuples de la terre entière à prendre le temps d'explorer la nature pour se rendre compte de son immense richesse, de sa beauté et de son importance. Cela les poussera à lui accorder la place qu'elle mérite, à la respecter et à en prendre soin. Ce sera aussi l'occasion de prendre diverses initiatives pour décourager les atteintes graves orchestrées contre la mère nature. Chaque année, ces dates passent aussi vite qu'elles sont arrivées. Les activistes et les organisations protectrices de l'environnement organisent des activités



Belle image de la nature

qui parfois ne servent qu'à leur visibilité. Après, l'on n'est pas véritablement en mesure de capitaliser les acquis. Face aux urgences de notre temps, l'on ne doit plus perdre les énergies et des heures à organiser des événements qui n'apportent aucun résultat à la nature. Autant ne pas en faire ! Désormais, les activités doivent être bien ciblées, pensées, organisées de façon rationnelle, et surtout suivies, pour plus d'impact dans la lutte pour la préservation du

patrimoine écologique commun.

L'une des activités qui est organisée pendant ce mois de juin au Togo est la mise en terre de jeunes plants. La date du 1er juin a été instituée depuis 1977 par feu général Gnassingbé Eyadema, « un visionnaire écologiste », selon le ministre de l'Environnement, du Développement durable et de la Protection de la nature, le professeur Wonou David Oladokoun, qui a délivré un message

pour l'occasion. Ce dernier fait l'historique du reboisement au Togo et énumère les résultats obtenus et qui subsistent jusqu'à ce jour. A partir de 2010, le Togo a enregistré un taux de reboisement de 2000 hectares par an. Mais il faut relever aussi que la déforestation a pris de l'élan ces dernières années et le taux de couverture forestière est faible. Selon le dernier inventaire forestier, il est de 24,24% sur l'ensemble du territoire national. Des défis subsistent donc.

Comme le souligne le professeur Oladokoun, des mesures fortes et urgentes doivent être prises. La plus importante est la restauration des écosystèmes. Le Togo emprunte déjà cette voie et se positionne ainsi pour l'amorce de la décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes (2021-2030).

Edem Dadzie

Baisse des prix des produits pétroliers L'ATC félicite le gouvernement togolais

Dans un communiqué rendu public ce 30 mai 2020, l'Association togolaise des consommateurs (ATC) s'est prononcée sur la baisse des prix des produits pétroliers survenue le 29 mai 2020.

Le 29 mai 2020, le Comité de suivi des fluctuations des prix des produits pétroliers (CSFPPP) a annoncé, dans un communiqué une nouvelle baisse des prix à la pompe des produits pétroliers.

« Deux mois après la première baisse, le Togo connaît une deuxième baisse d'environ 16 % sur les

prix des produits pétroliers. L'Association togolaise des consommateurs prend acte de cette nouvelle, félicite le gouvernement pour la décision. Elle espère que d'autres mesures similaires viendront améliorer un tant soit peu le quotidien des Togolais, notamment la baisse des prix du gaz butane, en ces moments temps de crise



Logo de l'ATC

de coronavirus », déclare l'ATC.

« L'ATC invite les

ministères en charge du commerce et du transport à engager des discussions

avec les syndicats des transporteurs en vue d'une baisse considérable des tarifs des transports. Ceci impactera d'une manière significative, les coûts des services, de la production et surtout des denrées alimentaires », a-t-elle poursuivi.

L'Association togolaise des consommateurs a invité le gouvernement, tous les acteurs et les partenaires sociaux à œuvrer davantage pour l'amélioration des revenus des Togolais ainsi que de leur pouvoir d'achat.

La Rédaction

Décès de maître Yawovi Agboyibo

Le poids politico-juridictionnel du « béliet noir »

Le politique togolais maître Yawovi Agboyibo a tiré sa révérence ce samedi 30 mai 2020, des suites d'une courte maladie. Décédé en France à l'âge de 77 ans, le natif (31 décembre 1943) de Kouvé (préfecture de Yoto), a consacré sa vie à la politique et au droit. Que retenir du « béliet noir » togolais ?



Feu maître Yawovi Agboyibo

Avocat de formation et militant des droits de l'Homme, Yawovi Agboyibo est considéré comme un opposant modéré de Gnassingbé Eyadema. Agboyibo est à l'origine de la création de la Commission nationale des droits de l'Homme, fondée en 1987 et dont il est le premier président (1987-1990). On lui attribue un rôle important dans le processus de démocratisation du Togo. Il est le fondateur du Comité d'action pour le renouveau (CAR) en 1991 et dirige le parti de 1991 à 2008.

En 1991, il obtient une amnistie générale des opposants exilés ainsi qu'une charte introduisant le multipartisme. En 1993, pour protester contre l'invalidation de la candidature de l'opposant radical Gilchrist Olympio à l'élection présidentielle, Agboyibo et le CAR décident de boycotter le scrutin. Gnassingbé Eyadema est facilement réélu. En 1994, le Car obtient 36 sièges sur 81 au Parlement. Le poste

de Premier ministre revient cependant à Edem Kodjo dont le parti a obtenu 7 sièges, qui renverse son alliance avec le Car en faveur du Rassemblement du peuple togolais (RPT, l'ancien parti unique qui a obtenu 35 sièges), ce qui lui permet de former une nouvelle majorité. Candidat du CAR lors de la présidentielle de 1998 (remportée par feu Gnassingbé Eyadema), Yawovi Agboyibo obtient 9,5 % des voix. Pour résoudre cette nouvelle crise politique engendrée par la réélection d'Eyadema, l'opposition dont Agboyibo, et le parti au pouvoir signent en juillet 1999 l'Accord-cadre de Lomé.

Le 03 août 2001, Agboyibo est emprisonné en raison d'une plainte en diffamation du Premier ministre Kodjo Agbéyomé. Le processus de dialogue politique entre l'opposition et le pouvoir est alors interrompu. La Cour d'appel de Lomé annule les poursuites contre Agboyibo et ordonne sa libération en janvier 2002 mais celle-ci

n'intervient effectivement qu'en mars 2004.

En 2003, Agboyibo est de nouveau candidat à l'élection présidentielle et obtient 5,1 % des voix, loin derrière Eyadéma et Emmanuel Bob Akitani, le candidat de l'opposition radicale (UFC). En septembre 2006, Agboyibo succède à Edem Kodjo au poste de Premier ministre. En 2008, Agboyibo quitte la présidence du CAR et laisse la place à Dodji Apevon. Agboyibo devient président d'honneur du parti.

Maître Yawovi Agboyibo est encore candidat à l'élection présidentielle de 2010 mais arrive loin en troisième position avec 2,96 % des voix derrière Faure Eyadéma, fils du dictateur précédent, et Jean-Pierre Fabre, le candidat de l'opposition radicale.

Son parti, le CAR, connaît une crise en 2016, laquelle aboutit au départ d'une partie de sa direction (la moitié des cadres), menée par Apevon, qui fonde un nouveau parti, les Forces démocratiques pour la République (FDR). Agboyibo redevient président du CAR en janvier 2017.

Aussi riche que cela puisse paraître, le parcours politique du regretté maître Yawovi Agboyibo a un goût d'inachevé aux yeux d'une partie de l'opinion publique qui pense que sa mission de changement du cours politique du Togo n'a pas été accomplie.

Attipoe Edem Kodjo

Tranche sociale d'électricité

Le gouvernement togolais honore son engagement

Dans son adresse à la nation du 1er avril dernier, le chef de l'État, Faure Gnassingbé, a décrété l'état d'urgence sanitaire contre la Covid-19 et pris des mesures pour alléger des dépenses des populations.



Une ampoule électrique

Parmi ces mesures, la gratuité des tranches sociales de l'électricité d'avril à juin 2020. A l'annonce, par Faure Gnassingbé, de la gratuité de la tranche sociale de l'électricité pour les trois mois (avril, mai, juin 2020), le ministre de l'Économie et des finances, Sani Yaya et celui de l'Énergie, Marc Dèdèriwè Ably-Bidamon, ont expliqué que l'État togolais payera directement cette tranche sociale à la CEET.

Un engagement honoré car on peut constater sur la facture d'électricité d'avril 2020, que la tranche sociale a été prise en

charge par l'État. « Cher client, votre consommation correspondant à la tranche sociale d'électricité du mois d'avril 2020 a été payée par l'État », lit-on au bas de la facture dans un encadré. Il est également précisé le montant de la tranche sociale pris en charge selon chaque client et le solde restant à payer selon la consommation de chaque client. La prise en charge de la tranche sociale de l'électricité est assurée pour les mois d'avril, mai et juin, soit trois mois correspondant à la période de l'état d'urgence contre la Covid-19.

A. E. K.

DIRECT AGENCE
Agence conseil en communication

Vous êtes un annonceur, un privé, une agence conseil en communication ou un homme d'affaires ? Vous avez besoin d'une communication dans le journal Togo Matin ?

Contactez notre régie exclusive
DIRECT AGENCE
Rue 131, Angle 119 Aflao-Gakli Djidjole
(+228) 70 90 47 73 / 97 73 00 00

Votre magazine est de retour !



NUMÉRO SPÉCIAL COVID-19

Une nouvelle Afrique ?

Si la pandémie est encore loin d'être vaincue, le continent, contrairement aux prévisions catastrophistes, s'est distingué dans bien des domaines. Réactivité, solidarité, élaboration de solutions locales, implication de ses élites... En ces temps où tous les sujets sont sur la table et où le monde entend se réinventer, l'« Afrique d'après » semble porteuse de promesses.



DISPONIBLE DÈS MAINTENANT

chez votre marchand de journaux
et en édition digitale pour 1€ seulement

www.jeuneafrique.com

